

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire – N° spécial, 5 mars 2005

Pour une gestion directe et décentralisée des services publics

Les services publics à la française, dans leurs formes actuelles, datent de 1946. Il s'agissait de reconstruire la France, l'époque se prêtait donc aux politiques keynesiennes, fondées sur une forte intervention étatique dans tous les secteurs de l'activité sociale.

Près de cinquante ans plus tard, le New Deal stalino-gaulliste a fait son temps.

L'idéologie libérale classique avait accompagné les débuts du capitalisme industriel, l'idéologie néo-libérale accompagne la prise de possession absolue de la planète par la logique marchande : entre ces deux moments, l'idéologie de l'Etat-providence n'aura été qu'une parenthèse historique, sans laquelle le capitalisme n'aurait pu réaliser le saut qualitatif qui a caractérisé ces décennies que les apologistes du système baptisent impudemment de « Trente glorieuses ».

Vouloir reconduire le compromis de 1946 et s'arc-bouter sur la défense des services publics a quelque chose de pathétique à une époque où le capitalisme n'a plus besoin de faire quelque sorte de compromis. Et face à une logique marchande devenue totalitaire, il conviendrait au

contraire si on veut défendre quelque chose comme appartenant au public de revendiquer ouvertement son caractère non rentable, voire déficitaire. Ce que la gauche se garde bien de faire, cramponnée à sa vision d'un capitalisme régulé et qui croit combattre la logique marchande sur son propre terrain.

La privatisation, totale ou partielle, des dits services publics n'annonce évidemment rien de bon : une fois ces secteurs livrés à la concurrence, quelques grandes sociétés capitalistes se partageront le marché, les plus fortes se retrouvant à brève échéance dans cette situation de monopole absolu que l'on peut déjà observer, par exemple, dans le marché de l'eau.

Cela signifie surtout que le simple usager des services en question se trouvera sans recours face au pouvoir discrétionnaire de ces sociétés privées, comme c'est déjà le cas avec celles qui assurent la distribution de l'eau potable et qui font, littéralement, ce qu'elles veulent.

On n'aurait hélas aucun mal à rétorquer que, de toute façon, c'est ce que font déjà les prétendus services publics, EDF et SNCF en tête... Mais ce serait une hérésie aussitôt condamnée par tous les partis, syndicats et

associations qui, dans leur défense du « service public », entendent qu'on les suive sans discussion. Il est vrai que celui-ci constitue la clef de voûte idéologique de toute la gauche. Qu'on la retire et tout l'édifice s'écroule : dans la version sociale-démocrate revue et corrigée de keynésianisme, ou dans celle qui rêvait d'expérimenter à travers les services publics une sorte de capitalisme d'Etat à la soviétique.

Le postulat commun à toute la gauche est que l'Etat gère les services à caractère public en tant qu'il représente l'intérêt général de la Nation. Or cette dernière abstraction idéologique dissimule en réalité un processus de dépossession très concrète des populations locales confrontées à l'arbitraire de la décision étatique, qui n'hésite pas à les sacrifier quand « l'intérêt général » le justifie : lequel intérêt général suppose de faire la part belle à nombre d'intérêts privés, des marchands de canons aux lobbys pétroliers, des magnats du BTP aux nucléocrates, qui chacun à leur manière contribuent à la puissance de la Nation.

(Suite page 2)

Repenser l'utilité sociale des services publics

Affirmer que l'économie doit avoir pour objectif la création de biens et de services utiles à chaque individu et non d'engendrer des profits pour quelques-uns, c'est également démontrer que tout devrait être service public, et dénoncer le caractère arbitraire de ce qui est actuellement défini comme tel.

Pourquoi l'eau devrait être un service public comme le réclame ATTAC, mais pas la nourriture ou l'habillement ? Inversement, faut-il créer une collectivisation généralisée (au risque de retomber dans les erreurs passées du centralisme totalitaire ...) ? Ou bien faut-il intégrer les critiques du pro-ductivisme, l'analyse des conséquences sociopolitiques induites par la "Technique" pour tenter de recréer un autre mode de production autocentré, maîtrisable par des communautés à taille humaine ? Seuls les mouvements sociaux remettant en cause ce monde peuvent avoir la légitimité d'explorer des voies de contournement des impasses économiques actuelles.

Qu'appelle-t-on actuellement service public ?

Le service public a été défini comme toute activité d'une collectivité publique visant à satisfaire un besoin d'intérêt général obéissant aux principes constitutifs suivants :

Egalité : face aux charges ou aux avantages, tous les usagers doivent être égaux.

Continuité : il ne doit pas y avoir de rupture dans le fonctionnement du service. Ainsi le droit de grève est-il réglementé dans certains services publics (service minimal par exemple).

Adaptation : il implique que le service public suive les exigences d'un "intérêt général" fluctuant.

Gratuité : s'il n'existe pas en droit, il est souvent associé pour les usagers à la notion de service public dont la fixation des prix échappe au marché (par exemple le coût du ticket de métro ou la gratuité du service des pompiers).

Et pourtant ...

Le principe d'égalité n'existe pas véritablement. Le tarif de l'électricité, des télécommunications, du courrier, etc. n'est pas le même suivant que l'on est un usager domestique ou un usager industriel. A la SNCF, il existe toujours un tarif 1ère classe et un tarif 2ème classe, un tarif TGV et un tarif Corail, un tarif "public" et

(Suite page 2)

☛ des services publics sans état ni bureaucratie

La notion d'égalité est fondamentale dans l'idéologie républicaine, et trouve à s'exprimer surtout dans cette question des services publics : égalité d'accès aux soins médicaux et hospitaliers, à l'éducation, à la culture, à l'énergie, aux télécommunications, au chemin de fer, à la route etc. On pourrait déjà objecter que l'égalité d'accès suppose la gratuité du service en question, qui serait alors financé par les prélèvements sur profits et revenus. Mais la République fonctionne sur le mode de l'illusion religieuse : de la même manière que tous les Chrétiens étaient égaux devant Dieu – et seulement devant Dieu –, tous les Français le sont devant l'Etat...

Ainsi, le fait que les simples particuliers paient l'électricité et le gaz plus cher, proportionnellement, que les entreprises industrielles n'a jamais fait l'objet du moindre débat public. On trouverait aussi bien à redire sur ce patriotisme enraciné chez les employés du «service public» arc-boutés sur la défense de «la maison». Combien d'employés de la SNCF soutiennent le

principe de la gratuité des transports (eux qui en profitent déjà) ? De la même manière, les employés d'EDF-GDF, qui bénéficient eux aussi de la gratuité des fournitures, n'ont jamais élevé la voix pour réclamer la gratuité générale. Même en tant que moyen de lutte, la gratuité du transport ou des fournitures n'a été employée que très exceptionnellement, et les syndicats ne l'ont jamais encouragée, liés qu'ils sont par ce contrat fondateur qui en fait des collaborateurs à part entière. Et quiconque a eu maille à partir avec des contrôleurs SNCF doute de la mission de caractère public qu'ils remplissent (au sens où la police remplit «une mission de caractère public» comme on dit à Attac).

Il est clair que les privatisations en cours, par les effets calamiteux qu'elles ne manqueront pas d'engendrer (si l'on se réfère à l'exemple britannique) vont contribuer à poser un jour ou l'autre la question que la gauche française ne veut pas voir poser.

Actuellement tout est verrouillé entre l'idéologie néo-libérale (pour qui décentralisation signifie seulement

libéralisation) d'un côté et l'idéologie néo-jacobine de l'autre (pour qui le public c'est l'Etat). Mais la question que nous avons à poser est celle d'une inversion des lieux de pouvoir, qui ramène la primauté du local sur le global (en tous cas, qui génère une autre articulation des deux que celle, hiérarchique et anti-démocratique, organisée en forme de pyramide dans le cadre de l'Etat-nation).

Pour finir, la dénonciation de l'Europe néo-libérale ne saurait nous ramener à la défense du modèle politique de l'Etat-nation, mais au contraire nous porter à concevoir un nouvel espace sans frontières. De même la dénonciation des privatisations ne saurait nous ramener au jacobinisme social ou stalinoïde mais au contraire nous porter à concevoir des services publics organisés d'en-bas, et non du haut de la pyramide étatique.

D'après un article d'Alèssi DELL'UMBRIA paru dans «Offensive» de janvier 2005, revue trimestrielle éditée par le regroupement Offensive libertaire et sociale.

un tarif pour les adeptes de l'Internet, ...

De même, le principe de continuité n'existe pas dans la réalité : on supprime des lignes de chemin de fer sous prétexte qu'elles ne sont pas rentables, on ferme des hôpitaux de proximité pour la même raison, l'usager domestique qui a du mal à régler sa facture EDF se voit couper sa ligne ou baisser au niveau le plus faible, permettant tout juste l'éclairage, alors que de plus en plus de logements sont équipés du chauffage électrique. Quant au principe de gratuité, n'en parlons pas...

Pour l'utilité sociale du travail

Au fur et à mesure que la société marchande s'étend, des secteurs entiers de l'activité humaine, qui auparavant étaient décidés plus ou moins collectivement et assumés gratuitement, entrent dans le champ de l'Economie. Ces activités, qui structuraient peu ou prou des rapports de solidarité et d'échange, sont donc détruites et remplacées par des ersatz consommables et monnayables. En fait, il ne s'agit là de rien de plus que de la marche forcée du capitalisme pour s'étendre et trouver de nouveaux marchés, sous forme de territoires ou de secteurs de la vie sociale. Et toujours au prix de la destruction : des peuples, des cultures, des liens sociaux, des activités assumées collectivement, de la gratuité. Pour le capitalisme, c'est reculer que d'être stationnaire !

Telle est fondamentalement l'utilité de presque tout ce qui se produit actuellement sur la terre : pouvoir se vendre. L'unique objectif de la mise en œuvre des nouvelles technologies est la sacrosainte croissance et la nécessité pour le capital d'accroître la production en diminuant les coûts. L'utilité sociale, celle de la nécessité de se nourrir, de se vêtir, de se chauffer, de jouer et de jouir, de connaître et de découvrir, ne sert que de toile de fond aux activités mercantiles. Ces dernières s'appuient sur ces nécessités non pour les satisfaire, mais pour faire miroiter une hypothétique satisfaction qui recule au fur et à mesure que les capacités de

production s'étendent. L'utilité sociale est au marketing ce que la libido est au psychanalyste : son fonds de commerce.

C'est ainsi que se réalise une société de frustration qui s'articule autour de la pénurie matérielle dans certaines zones et certaines classes, et d'une abondance falsifiée et d'une vie sociale appauvrie dans d'autres zones

En fait, l'utilité sociale, l'utilité de ce qu'on produit est d'abord un problème politique qui devrait découler de choix de société. Autrement dit "On veut vivre comme ça et on s'en donne les moyens", et non le contraire : "On produit d'abord, on verra ensuite". Le capitalisme a sacralisé la production au point que c'est le processus productif qui détermine nos rapports sociaux, nos envies, nos désirs. Et c'est précisément cela dont nous ne voulons plus !

Mais qui, "nous" ? Nous entrons là de plain-pied dans la définition de la ou des collectivités humaines. Pas cette collectivité mondiale et abstraite, celle du pseudo "village planétaire", qui n'existe qu'au travers des médias et du Capital ; mais ces collectivités, en chair et en os, faites de rapports de proximité, de connaissance de leur environnement, celles qui permettent d'envisager la démocratie directe. Des collectivités entre lesquelles peuvent se construire des rapports de solidarité, d'égalité et d'échange, et non de haine, de guerre et de concurrence, comme cela se produit lorsque la collectivité a été détruite ou affaiblie. Car le problème est bien que la primauté de l'Economie sur le Politique (au sens noble) déstructure perpétuellement les communautés humaines, y compris celles que le système a lui-même créées, atomise les individus, et laisse le champ de la communication, des interactions et des décisions aux différents pouvoirs. Parler d'utilité sociale renvoie donc au territoire, au communautaire, au collectif, au "maîtrisable", autant dire à tout ce dont ce système cherche à nous déposséder et qu'il s'agit, par les luttes, de se réapproprier.

d'après un article tiré de Courant Alternatif, OCL, février 2005

Creuse-Citron s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Creuse-Citron est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron - 7, Les Chambons 23150 St-Martial Le Mont - creusecitron@free.fr